

du conflit israélo-palestinien, sur la base de l'existence de deux États; l'initiative de Genève, dont l'origine était dans une entente entre Yossi Beilin et Yasser Abed Rabo (2003); le sommet de Charm-el-Cheikh (2005); la conférence d'Annapolis (2007), qui devait produire un document pour le règlement du conflit en suivant la feuille de route de Bush et aboutir à la création d'un État palestinien; le sommet de Washington ou initiative Obama (2010), qui devait faire reprendre des négociations directes. Enfin la demande de reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU (2011). Dix-huit ans d'efforts et aucun résultat autre que la poursuite de la colonisation et de la politique de séparation, sous couvert du processus lui-même.

Pourtant, les points de désaccord sont officiellement bien définis. On pourrait même dire qu'ils font l'objet d'un accord: le statut de Jérusalem et des lieux saints, le sort des colonies israéliennes dans la Cisjordanie occupée depuis juin 1967, le droit au retour des réfugiés, le partage des ressources en eau et enfin les contours des frontières des deux États. Si les éléments du litige sont ainsi reconnus et si la solution de ce litige fait consensus – «deux États vivant côte à côte en paix» – comment se fait-il que toutes ces déclarations, accords et négociations n'aient jamais abouti?

La thèse que nous défendons dans ce livre est que la partition de la Palestine historique en deux États *n'est pas une solution, mais un discours*. C'est un discours de guerre, drapé dans une rhétorique de paix, qui permet de justifier les faits accomplis comme ceux à venir.

Ce discours, complètement déconnecté de la réalité, arrange beaucoup de monde, à la notable exception du peuple palestinien. Il a l'avantage de faire accepter *le maintien du statu quo* (au moins de ce qu'on appelle le statu quo, qui est en réalité la pro-

Un État commun

gression quotidienne de la colonisation israélienne et des pratiques discriminatoires envers les non juifs sur tout l'espace contrôlé civilement ou militairement par le gouvernement israélien). Certes, ce statu quo n'a que trop duré, mais ne nous inquiétons pas trop car il y a une solution, celle des deux États. Les médias le répètent sans fin, les spécialistes y travaillent, l'industrie de paix est florissante... un peu de patience, laissons les faire. En somme, sous ses différentes formes, le discours de la partition a l'immense intérêt de *perpétuer le provisoire* qui, avec l'absence de définition des frontières, fonde la politique israélienne : ne pas se fixer de limites, ni dans l'espace ni dans le temps. Ben Gourion comme Sharon ont toujours insisté sur l'idée qu'Israël ne devait pas définir ses frontières.

Ce discours des deux États, si commode, ne peut pas déboucher, ne débouchera *jamais* sur une solution véritable car – c'est le deuxième point de la thèse que nous défendons – *la partition de la Palestine n'est tout simplement pas possible*. Nous proposons d'abandonner ce discours, de remplacer l'idée de la partition par celle du *partage*, entre les juifs israéliens et les arabes palestiniens, d'un État commun déployé sur tout l'espace compris entre la mer et le Jourdain, qu'on l'appelle Palestine, Eretz Israel ou Terre sainte. Nous soutenons que le partage, loin de représenter une utopie, est la seule solution réaliste et réalisable, car elle correspond à la réalité, à la situation actuelle dans le pays.

Quelle est cette situation ?

La population totale est de 11 millions d'habitants, dont 5,8 millions de juifs et 5,2 millions de non juifs, essentiellement des arabes palestiniens. En dehors de zones limitées où la population est homogène – Tel-Aviv et sa région, ou la bande de Gaza – juifs israéliens

Le partage au lieu de la partition

et arabes palestiniens sont inextricablement mêlés, même si d'une région à une autre la majorité peut varier. La partition, quelle que soit la façon dont on la dessine sur une carte, ne peut pas créer des États ethniquement ou religieusement homogènes. Pour cela, il faudrait avoir recours à des transferts de populations – ce que proposent d'ailleurs aussi bien Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères de l'État d'Israël, pour les populations arabes, que le « camp de la paix » israélien pour les populations juives des colonies (9 % de la population juive du pays).

L'imbrication des deux populations n'est pas seulement liée à leur éparpillement géographique sur tout le pays. Elle porte aussi sur les ressources naturelles, comme l'eau, qui est commune même si elle est inégalement distribuée. Sont également communs à tout le pays la monnaie, les réseaux de communication et la distribution de l'énergie : la prison Gaza, même déclarée « entité hostile » par le gouvernement israélien, et malgré le blocus, continuait (et continue) à être alimentée en électricité par le réseau israélien – ce qui permet d'ailleurs aux Israéliens de couper le courant en guise de punition.

L'évidence est qu'il n'existe aujourd'hui qu'un seul État qui exerce son pouvoir sur l'ensemble du pays. Toutes les frontières sont gardées par l'armée israélienne, toute l'administration est sous contrôle israélien, toute la législation civile et militaire est israélienne, toutes les autorisations de séjour et de déplacement sont délivrées par les Israéliens. L'Autorité palestinienne elle-même dépend du gouvernement central de Tel-Aviv, qui l'autorise ou pas à exercer son « pouvoir » dans certaines zones du pays. (On se souvient de l'époque où le gouvernement Sharon empêchait Arafat, président de l'Autorité palestinienne, de sortir de la Moukata.)

Un État commun

Il existe donc déjà un État unique sur toute la Palestine historique. Ce qu'on appelle « territoires occupés » est en réalité une région de cet État, où règne sur la majorité de la population (les non juifs) la loi militaire. *Cet État unique n'est pas un État commun* car il se définit comme l'État des juifs et non l'État de tous ses citoyens. Il maintient l'inégalité et la discrimination légale non seulement sur les zones qu'il désigne comme « territoires occupés » mais sur tous les non juifs habitant le pays. Cette situation ne peut pas se dénouer par la partition. Pour en sortir, la solution réaliste est de transformer l'État unique actuel en un État commun à tous ses citoyens, libres et égaux devant la loi.

D'ailleurs, en dépit des ravages de la politique de partition – qu'on appelle depuis vingt ans « processus de paix » –, il existe déjà des germes d'État commun : le combat contre le mur et les luttes politiques où se retrouvent côte à côte les jeunesses juive et arabe, les relations entre commerçants qui n'ont jamais cessé, la collaboration entre délinquants, qu'il s'agisse de vols de voitures ou de trafic de drogue, les mariages mixtes, les relations homosexuelles... Dans les villes mixtes du pays (Haïfa, Saint-Jean d'Acre, Nazareth Ilit, Lod, ou le grand Jérusalem), les centres commerciaux, les hôpitaux, les espaces publics sont partagés. Même chez les colons, où les illuminés violents ne sont qu'une minorité, on peut trouver dans la vie quotidienne des relations de voisinage ménageant des intérêts communs. Si Amos Oz, chantre officiel de la solution des deux États, a pu intituler un livre *Aidez-nous à divorcer*, cela signifie bien qu'entre juifs et arabes il existe déjà quelque chose qui ressemble à un mariage – même s'il s'est agi d'un mariage forcé. L'État commun aura pour but d'en faire une existence heureuse.